

**COMPTE RENDU DE LA 183^e RÉUNION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SODES**

11 décembre 2025 à 13 :00
Terminal de croisières - Ross Gaudreault du Port de Québec
84 rue Dalhousie, Québec (Qc) G1K 8M5

Administrateurs/trices présent(e)s :

Aubry-Morin, Jean	Administration de pilotage des Grands Lacs
Bélanger, Philippe	G3 Canada Limited
Bertin, Marc-Yves	Administration de pilotage des Laurentides
Bérubé, Cédric	Société du port ferroviaire de Baie-Comeau
Blais, Marie-Claude	Administration portuaire de Trois-Rivières
Brunet, Jean-Philippe	Groupe Océan
Caron, Guy	Ville de Rimouski
Chouinard, Alexandra	Administration portuaire de Sept-Îles
Couture-Trudel, Claudine	QSL
D'Amboise, David	Administration portuaire de Montréal
Dubreuil, Guillaum	Groupe CSL
Lanouette, Vincent	Corporation des pilotes du Bas-Saint-Laurent
Nadeau, Charles-André	Aluminerie Alouette
Raby, Pascal	Administration portuaire de Québec
Sauvé, Éric	Corporation des pilotes du Saint-Laurent Central
Trépanier, Nicole	Fednav

Personnes présentes avec la permission des administrateurs :

Beauchemin, Sophie	Ministère des Transports et de la Mobilité durable
Bernard, Manou	Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie maritime
Côté, Frédéric	Concept Naval
Daoust, Marie-France	Sodes
Mormul-Dubois, Milla	Sodes
St-Pierre, Mathieu	Sodes
W. Audet, Catherine	Davie

Personnes absentes :

Athanasiou, Jim	Corporation de Gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent
Caron, Nathalie	Société des traversiers du Québec
Cyr, Denis	Fonds de Solidarité FTQ
Desbiens, Sylvain	Groupe Somavrac
Fратиanni, Michael	Société Terminaux Montréal Gateway
Frederic Saadoun	PwC
Grégoire, Jean	Langlois
Laberge, Carl	Administration portuaire du Saguenay
LaBrie, Michael	ArcelorMittal
Morency, Stéphane	MSC
Otis, Karine	Corporation de gestion du port de Baie-Comeau
Reyburn, Katia	Logistec services maritimes inc.
Reynolds, Darren	Canadien National
Richard, Christian	Desgagnés
Vallières-Roland, Catherine	Communauté métropolitaine de Québec
Viau, Isabelle	Société du port de Valleyfield

1. Ouverture de la réunion

M. Jean-Philippe Brunet ouvre la rencontre.

Il mentionne qu'il a reçu une lettre recommandant un changement d'observateur :

- Il est demandé que Mme Catherine W. Audet, Directrice des Affaires publiques chez Davie, succède à M. Marcel Poulin, Vice-président, Affaires publiques et partenariats stratégiques. Son mandat d'observatrice viendrait à échéance en juin 2026;

M. Marc-Yves Bertin propose la nomination de Mme Catherine W. Audet. Mme Claudine Couture-Trudel appuie cette proposition.

Il poursuit en présentant les trois (3) nouvelles déclarations :

- Déclaration de saine concurrence;
- Déclaration de responsabilité de la direction générale;
- Déclaration de conflit d'intérêts.

Aucun membre du Conseil d'administration n'a déclaré de conflit d'intérêts au titre des points inscrits à l'ordre du jour.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté tel quel.

3. Adoption du compte rendu de la dernière réunion

M. Jean-Philippe Brunet indique que le suivi de la rencontre du 23 septembre 2025 a été fait par courriel le 24 octobre dernier.

À la suite de cet envoi, aucun commentaire n'a été reçu.

En conséquence, le compte rendu est adopté.

4. Rapport du Président du Conseil

M. Jean-Philippe Brunet mentionne qu'il a été impliqué sur trois (3) dossiers spécifiques :

- Table ronde des leaders (29 septembre 2025); il va avoir un comité de suivi en début d'année prochaine.
- Journée maritime québécoise (28 octobre 2025);
- Et le projet d'échange et de partage de données.

Il porte une attention particulière à l'événement qui a réuni les intervenants du corridor Saint-Laurent-Grands Lacs.

Il rappelle que l'événement visait à :

- Produire une déclaration commune de l'industrie, destinée aux décideurs;
- Enrichir le rapport de recherche produit par CIRANO sur les défis et solutions pour renforcer la compétitivité du corridor;
- Favoriser des échanges constructifs autour de trois thèmes : productivité, résilience et infrastructures.

- Exprimer les idées et opinions dans une perspective de corridor commun.

À cet effet, il mentionne que l'événement s'est clos avec l'adoption d'une déclaration commune énonçant les engagements suivants :

- Investir dans les infrastructures physiques et numériques;
- Accélérer la transition énergétique;
- Préparer la main-d'œuvre de demain en développant les compétences du futur;
- Et consolider l'industrie maritime et navale.

Les membres de l'industrie présents ont lancé un appel aux gouvernements et ont demandé de :

- Assurer des investissements stratégiques massifs et durables dans les infrastructures physiques et numériques;
- Établir des cadres politiques et réglementaires flexibles, modernes et optimisés favorisant la collaboration, la décarbonation, l'innovation, la productivité des organisations maritimes tout en diminuant leurs frais d'exploitation;
- Soutenir activement le développement de la main-d'œuvre;
- Renforcer la gouvernance transfrontalière du corridor;
- Et mettre en place des mécanismes favorisant la stabilité de la main-d'œuvre et la paix industrielle, afin de prévenir des conflits de travail longs et coûteux en collaboration avec les parties prenantes.

À la suite de cet événement, un plan d'action sera établi par les associations du Saint-Laurent et des Grands Lacs. Ce Plan sera présenté lors des prochaines Assises québécoises du secteur maritime, les 5 et 6 mai 2026, à Trois-Rivières.

5. Comité de gouvernance, d'éthique et de ressources humaines (GERH)

5a. Rapport du Comité

M. Jean-Philippe Brunet cède la parole à Mme Claudine Couture-Trudel du CGERH.

Mme Claudine Couture-Trudel mentionne que les membres du Comité se sont réunis le 14 novembre pour analyser le Code d'éthique des administrateurs, le Code d'éthique des employés, la Politique de gestion des ressources humaines, le Plan de continuité des affaires et les conditions d'emploi des employés pour l'année 2026.

Considérant la quantité de dossiers recommandés et par souci d'efficacité, le Code d'éthique des employés sera présenté à la prochaine rencontre du Conseil.

Les membres du Comité ont également analysé les nouveaux profils d'emploi proposés par la direction générale.

À la suite de la fin d'emploi de Mme Marie-Pier Racine, l'organigramme de la Sodes a été revu. À cet effet, Mme Milla Mormul-Dubois, actuellement *Conseillère aux communications corporatives*, occupera, à compter du 1^{er} janvier 2026 la fonction de Coordinatrice aux relations publiques.

Le poste de Coordinatrice aux finances et à l'administration est aboli.

Un nouveau poste d'*Adjoint de direction* est créé afin de soutenir directement les membres de l'équipe, entre autres, sur les volets suivants :

- Gestion de l'agenda et des priorités exécutives;
- Préparation des réunions du CA et des comités;
- Rédaction, mise en forme et suivi des dossiers stratégiques;
- Coordination interne;
- Communication avec les membres, partenaires et ministères;
- Logistique d'événements et projets transversaux.

5b. Code d'éthique des administrateurs

Mme Claudine Couture-Trudel présente les actualisations proposées :

- Valeurs :
 - Retrait de la valeur de *Simplicité*;
 - Ajout des valeurs d'*Inclusion*, d'*Intégrité* et de *Responsabilité*.
- Confidentialité et discrétion :
 - Les principes de confidentialité et de discrétion s'étendent dorénavant à toutes les communications électroniques, quels qu'en soient le format, le support ou le moyen de transmission.
- Rémunération :
 - Les administrateurs exercent leurs fonctions à titre bénévole.

Les membres recommandent l'adoption du *Code d'éthique des administrateurs* par le conseil d'administration.

M. Pascal Raby propose une résolution du conseil d'administration afin d'adopter le *Code d'éthique des administrateurs*. M. Guy Caron appuie cette proposition.

5c. Politique de gestion des ressources humaines

Mme Claudine Couture-Trudel présente les actualisations proposées :

- Préambule :
 - La Politique inclut l'ensemble des politiques et règlements adoptés et en vigueur depuis son adoption le 17 novembre 2022.
- Objet :
 - Elle vise à assurer une gestion équitable, transparente et cohérente du capital humain de la Sodes.
- Champ d'application :
 - Le champ d'application est élargi à toute personne qui œuvre pour ou au nom de la Sodes.
- Principes généraux et valeurs :
 - Développement durable remplacé par Équité, diversité et inclusion
- Objectifs :
 - Recrutement et de dotation :
 - La nouvelle version de la Politique précise un cadre visant le recrutement et les embauches.
 - De plus, afin d'assurer une équité envers tous les employés, la Sodes s'engage à :

- Définir les conditions d'emploi de manière équitable et conforme aux normes du travail en vigueur au Québec;
- Et encourager des pratiques favorisant la conciliation travail-vie personnelle.
- Programme d'évaluation du personnel :
 - Elle précise que l'évaluation vise à reconnaître les réalisations, identifier les besoins de développement et fixer des objectifs pour l'année suivante. Elle se déroule de manière annuelle, dans un esprit constructif et participatif.
- Programme de perfectionnement du personnel :
 - Elle mentionne que les apprentissages réalisés dans le cadre du perfectionnement peuvent être partagés afin de contribuer au développement collectif des compétences.
 - L'organisation peut soutenir financièrement certaines formations liées à la mission ou aux fonctions.

Les membres recommandent l'adoption de la *Politique de gestion des ressources humaines* par le conseil d'administration.

Mme Nicole Trépanier propose une résolution du conseil d'administration afin d'adopter la *Politique de gestion des ressources humaines*. M. David D'Amboise appuie cette proposition.

5d. Plan de continuité des affaires

Mme Claudine Couture-Trudel présente les actualisations proposées à la suite des constats réalisés au cours des mois suivant le départ de Mme Marie-Pier Racine :

- Structure organisationnelle :
 - Un organigramme de contingence est maintenant annexé au Plan. Il sera mis à jour annuellement.
- Relève identifiée pour chacun des postes :
 - Une revue annuelle des talents sera effectuée tous les automnes.
- Plan de développement et de formation :
 - Un suivi semestriel sera effectué et un tableau de bord des ressources humaines et de la relève sera maintenu à jour.
- Stratégie de transition et communication :
 - Un onglet concernant la gestion des accès et la continuité documentaire a été intégré.
- Ajout de trois (3) annexes :
 - Organigramme de contingence (nov. 2025);
 - Registre des accès et responsabilités critiques;
 - Procédure type de transition.

De plus, à la demande des membres du Comité, le Plan a été dépersonnalisé.

Les membres recommandent l'adoption du *Plan de continuité des affaires* par le conseil d'administration.

M. Marc-Yves Bertin propose une résolution du conseil d'administration afin d'adopter le *Plan de continuité des affaires*. M. Guillaume Dubreuil appuie cette proposition.

5e. Conditions d'emploi 2026

Mme Claudine Couture-Trudel mentionne que les conditions analysées proposaient deux bonifications permettant à la Sodes de demeurer attractif et compétitif :

- Augmentation salariale en fonction de la révision des postes et l'élargissement des responsabilités de certains membres de l'équipe;
- Fin du système de boni lié à la performance afin de développer une échelle salariale structurée, alignée sur les fonctions, les responsabilités et le marché.

Cette proposition vise à assurer une meilleure équité interne, une transparence accrue du régime de rémunération et une prévisibilité budgétaire à moyen et long terme.

Les membres recommandent l'adoption des *Conditions d'emploi 2026* par le conseil d'administration.

Les conditions d'emploi ont également fait l'objet d'une recommandation des membres du Comité des finances.

M. Philippe Bélanger propose une résolution du conseil d'administration afin d'adopter les conditions d'emploi 2026. Mme Nicole Trépanier appuie cette proposition.

6. Comité des Finances

6a. Rapport du Comité

M. Jean-Philippe Brunet cède la parole à M. Cédric Bérubé, membre du Comité des Finances.

Le Comité des finances s'est réuni le 14 novembre dernier.

M. Cédric Bérubé précise qu'outre l'état de la situation financière, les membres du Comité ont procédé à l'analyse du *Budget 2026*, du *Plan d'affectation 2026-2030*, du nouveau *Guide des pratiques et procédures en matière d'écriture comptable* et du projet d'échange et de partage de données.

6b. Rapport financier

M. Cédric Bérubé passe en revue l'état de la situation financière au 31 octobre 2025.

Il passe en revue l'ensemble des actifs à court terme. Il mentionne que le montant de 121 988,66 \$ est supérieur à l'année dernière. Considérant que la Sodes est toujours en attente de près de 65 000 \$ de commandites en lien avec la Table ronde des leaders, il a dû procéder au décaissement d'un placement.

Le montant de 148 345,69 \$ à l'onglet Comptes à recevoir est principalement dû aux 65 000 \$ mentionnés plus haut ainsi qu'à des factures impayées totalisant près de 40 000 \$ de la part de Solutions ISPS. Une entente de paiement est survenue avec ce partenaire financier. Les sommes dues seront versées en décembre.

Le total de l'actif, au 31 octobre 2025, est de 1 195 181,73 \$ comparativement à 1 308 052,17 \$ à pareille date en 2024.

En ce qui concerne le passif, il explique que les sommes à l'onglet Compte à payer sont supérieures à l'année précédente considérant que l'organisation effectue des paiements par chèque. Des rondes de signatures au mois expliquent le montant de 52 250,16 \$.

Considérant l'événement de la Table ronde des leaders qui s'est tenu le 29 septembre dernier, l'organisation recevra un remboursement de taxes plus élevé que l'année dernière.

Le total du passif au 31 octobre 2025 est de (2 705,95) \$.

Au 31 octobre 2025 :

- Actif net non affecté : 290 436,00 \$;
- Fonds de réserve – Avoir : 685 691,18 \$;
- Actif net investi en immobilisations : 47 131,00 \$;
- Bénéfice net : 52 021,75 \$.

Il poursuit en détaillant l'état des résultats.

Au niveau des produits, bien que la Sodes n'ait pas obtenu de soutien financier gouvernemental pour le projet d'échange et de partage de données, la solide performance financière des Assises québécoises du secteur maritime (Assises), combinée à l'arrivée de nouveaux membres, permet d'anticiper une situation financière au 31 décembre 2025 conforme aux prévisions budgétées.

En ce qui concerne les charges, il attire l'attention sur les postes budgétaires présentant les écarts les plus significatifs :

- Salaires et avantages sociaux : un écart de 30 550,30 \$, attribuable au départ de Mme Marie-Pier Racine;
- Activités de réseautage : un écart de 28 991,00 \$, lié à une participation plus élevée que prévu aux Assises;
- Honoraires professionnels : un écart de 9 628,98 \$, notamment en raison de l'accompagnement fourni par RCGT à la suite du départ de Mme Racine.

Au 31 octobre 2025, la valeur totale du portefeuille était de 939 076 \$ comparativement à 1 026 261 \$ à pareille date l'année précédente.

6c. Grille de cotisation 2026

M. Cédric Bérubé mentionne que les membres du Comité ont analysé trois (3) scénarios d'augmentation (2 %, 2,5% et 3%). Ces scénarios prennent en compte l'indice du prix à la consommation projeté ainsi que l'augmentation approuvée par les conseils d'administration d'associations similaires.

Après analyses et discussions autour des différents scénarios, les membres recommandent que l'augmentation de la cotisation 2026 soit de 2,5 %.

Mme Claudine Couture-Trudel propose une résolution du conseil d'administration afin que les cotisations 2026 soient augmentées de 2,5%. M. Pascal Raby appuie cette proposition.

6d. Budget 2026 et Plan d'affectation 2026-2030

M. Mathieu St-Pierre présente deux (2) propositions de budget pour l'année 2026, soit un scénario incluant le projet d'échange et de partage de données et un autre sans la réalisation de ce projet.

Il mentionne que les revenus projetés sont similaires à l'année précédente. Bien que l'entente avec le ministère des Transports et de la Mobilité durable doive être renouvelée au 1er avril 2026, il demeure confiant de pouvoir la renouveler considérant que les sommes associées sont identifiées à des services rendus.

Les revenus projetés pour 2026 sont de 917 380 \$.

En incluant le projet d'échange et de partage de données, les revenus projetés sont de 2 157 380 \$.

Pour ce qui est des charges prévues, il mentionne que l'ensemble des postes budgétaires a été majoré en fonction des ententes déjà signées. Dans les cas où aucune entente n'avait été signée, une augmentation de 5 % a été prévue.

Il poursuit en mentionnant que la hausse prévue à l'onglet salaire et avantages sociaux est due au fait que l'équipe sera complète rapidement en début 2026 avec l'ajout d'une nouvelle ressource.

L'augmentation marquée à l'onglet Honoraires professionnels s'explique par la mise en œuvre du Plan de relations gouvernementales adopté par le conseil d'administration, en septembre 2025. Cela prend en compte la firme de comptabilité et EY.

Une somme de 25 000 \$ est prévue pour la réalisation d'étude ou de projets spéciaux advenant le cas où le projet d'échange et de partage de données ne se réalise pas.

Les charges projetées pour 2026 sont de 907 752 \$.

En incluant le projet d'échange et de partage de données, les charges projetées sont de 2 1514 652 \$.

Après analyse, les membres du comité des Finances recommandent l'adoption du budget.

Quant au *Plan d'affectation 2026-2030*, il prend en compte l'investissement requis sur une base annuelle du projet d'échange et de partage de données.

À la suite d'une question portant sur le nombre d'organisations ayant confirmé leur participation, M. St-Pierre indique que ce nombre demeure à ce stade limité, considérant qu'un suivi est prévu en janvier 2026. Il précise par ailleurs que les organisations ayant confirmé leur intérêt l'ont fait de manière conditionnelle, soit à l'obtention d'un soutien financier gouvernemental et à l'atteinte du seuil minimal requis pour le démarrage du projet, fixé à 20 participants.

Au total, pour les années prévues au Plan, une somme totale de 1 424 471 \$ est prévue.

M. Cédric Bérubé mentionne que les membres du comité des Finances recommandent l'adoption du Budget 2026 ainsi que le *Plan d'affectation 2026-2030*.

Avant de procéder à l'adoption du *Budget 2026* ainsi que du *Plan d'affectation 2026-2030*, Mme Sophie Beauchemin souligne que, compte tenu de la situation financière actuelle du gouvernement du Québec, d'importantes incertitudes subsistent quant au financement que le MTMD pourrait accorder à de futures initiatives.

Mme Marie-Claude Blais propose une résolution du conseil d'administration afin d'adopter le *Budget 2026* ainsi que le *Plan d'affectation 2026-2030*. M. Éric Sauvé appuie cette proposition.

6e. Guide des pratiques et procédures en matière d'inscription comptable

M. Cédric Bérubé présente le nouveau *Guide des pratiques et procédures en matière d'inscription comptable* de la Sodes. Ce guide vise à uniformiser les méthodes comptables, assurer la traçabilité et la conformité des écritures financières, renforcer le contrôle interne et soutenir la reddition de comptes.

Il précise que les objectifs du guide et son rôle dans la saine gouvernance financière, les principes généraux d'inscription (exactitude, chronologie, traçabilité, séparation des fonctions, cohérence) ainsi que le processus d'inscription comptable, incluant la réception, la vérification, l'approbation et l'enregistrement des documents financiers.

Afin d'assurer une uniformité dans les politiques et règlements, il indique que le guide mentionne les responsabilités respectives de l'adjoint de direction, du PDG, du comité des finances ainsi que du cabinet comptable externe et les contrôles internes à appliquer (conciliation bancaire, validation des dépenses, révision du grand livre, sauvegarde des fichiers).

Les membres du comité des Finances recommandent l'adoption du *Guide des pratiques et procédures en matière d'inscription comptable*.

M. Philippe Bélanger propose une résolution du conseil d'administration afin d'adopter le *Guide des pratiques et procédures en matière d'inscription comptable*. M. Guy Caron appuie cette proposition.

7. **Mot du président-directeur général**

M. Jean-Philippe Brunet cède la parole à M. Mathieu St-Pierre.

8a. Reddition de compte

M. Mathieu St-Pierre mentionne que les interventions de la permanence de la Sodes se font dorénavant dans le cadre d'une nouvelle planification stratégique. Il précise donc que les démarches effectuées par la Sodes seront présentées sous quatre (4) axes d'interventions :

- L'influence;
- Le service aux membres;
- Les projets spéciaux et partenariats;
- La performance organisationnelle.

Premièrement, en matière d'influence, il indique que la Sodes a été active dans le cadre des journées maritimes tant à Québec qu'à Ottawa.

Bien que la Journée maritime québécoise ait connu un succès tant sur le plan de la mobilisation que de la valorisation du secteur, certaines pistes d'amélioration seront analysées et proposées en vue de l'édition 2026.

En ce qui concerne la Journée maritime à Ottawa, divers enjeux liés à la logistique et à la visibilité de l'événement ont été relevés. Des échanges sont prévus en 2026 avec la Chambre de commerce maritime du Canada afin d'évaluer une implication accrue de la Sodes, dans l'objectif de renforcer l'impact et l'influence de l'événement.

M. Mathieu St-Pierre souligne que le gouvernement du Québec a procédé à l'annonce du Programme *en efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire*. Deux (2) séances d'information auront lieu en janvier 2026.

Deuxièmement, en matière de services aux membres, il précise que les efforts de l'organisation sont orientés vers la Journée maritime québécoise (JMQ) et la Table ronde des leaders.

Troisièmement, pour ce qui est des projets spéciaux et des partenariats, les efforts de la direction générale se sont concentrés autour des cahiers spéciaux dans le cadre de la campagne de valorisation et de la JMQ.

Finalement, en matière de performance organisationnelle, il mentionne que plusieurs documents ont été actualisés ou créés :

- Code d'éthique des administrateurs
- Code d'éthique des employés (adoption en 2026)
- Conditions d'emploi 2026
- Guide des pratiques et procédures en matière d'inscription comptable
- Politique de gestion des ressources humaines
- Plan de continuité des affaires
- Nouveaux profils de postes :
 - Coordinatrice aux relations publiques (évolution de poste)
 - Adjoint de direction (nouveau poste).

8b. Bilan – Plan d'action 2025

M. Mathieu St-Pierre fait état des actions réalisées dans le cadre du *Plan d'action* inclus dans le *Plan stratégique 2024-2026*.

Il mentionne que cette planification repose sur quatre axes prioritaires et douze grands objectifs définis. Il a été conçu pour renforcer le rôle de l'organisation en tant qu'acteur central de l'industrie maritime québécoise et pour promouvoir le corridor du Saint-Laurent comme un vecteur de prospérité et un levier incontournable de développement économique.

En ce sens, mis à part l'objectif 3.2 - *Établir un Centre d'intelligence d'affaires valorisant les données de l'écosystème maritime*, il mentionne que toutes les actions prévues ont été réalisées.

En effet, le financement de la phase 3 du *Système d'information maritime* n'a toujours pas été confirmé par le gouvernement du Québec.

8c. Projet d'échange et de partage de données

M. Mathieu St-Pierre mentionne avoir présenté le projet à une trentaine d'organisations.

L'accueil est positif, mais deux grands questionnements demeurent :

- Quel est le niveau de maturité numérique de chacune des organisations?
- Qui participera effectivement à l'initiative?

Concernant la détermination du niveau de chaque organisation, M. St-Pierre indique travailler à la création d'un outil d'autoévaluation. Celui-ci permettra aux organisations de mieux comprendre leur positionnement ainsi que les raisons justifiant leur catégorisation dans le cadre de l'initiative.

En revanche, en ce qui concerne les participants pressentis, il anticipe un enjeu potentiel : plusieurs organisations seraient prêtes à s'engager, mais conditionnellement à l'adhésion de leur partenaire principal. Cette dynamique crée un véritable effet "œuf ou la poule" dans le contexte actuel.

Parallèlement aux rencontres, il présente la demande d'aide financière qui serait déposée aux gouvernements du Québec et du Canada.

Cette demande inclut :

- Une mise en contexte;
- Les détails du projet;
- Les avantages du projet;
- Les risques identifiés;
- Coût du statu quo;
- Les structures financières du projet

Compte tenu de la nature structurante du projet et de son importance pour le développement numérique du secteur maritime et intermodal québécois, un financement public de 3.5 M\$ est demandé. Celui-ci serait déployé majoritairement durant l'implantation, puis décroîtrait les années 1 et 2 de la phase d'opérationnalisation.

Ce financement permettra de couvrir :

- Le développement technologique de l'outil et son architecture sécurisée;
- Les activités d'intégration et d'interopérabilité avec les systèmes des partenaires;
- La mise en place du cadre de gouvernance et des règles de partage;
- Les travaux de mobilisation, d'accompagnement et de formation des partenaires;
- Le déploiement de pilotes et l'évaluation des bénéfices;
- Les activités de gestion du changement et de transfert de connaissances;
- Et les activités de promotion de l'outil à l'international.

Grâce à ce financement public, les retombées attendues seraient :

- Amélioration directe de la fluidité, de la résilience et de la durabilité du corridor maritime et intermodal du Saint-Laurent;
- Mise en œuvre rapide d'une infrastructure numérique essentielle à la compétitivité du Québec;
- Engagement accru des partenaires grâce à un projet soutenu et crédible;
- Création d'un modèle unique au Canada en matière de gouvernance collective et de neutralité dans le partage de données.

Mme Marie-Claude Blais propose une résolution du conseil d'administration afin d'autoriser la Sodes à déposer une demande d'aide financière aux gouvernements du Québec et du Canada. M. Charles-André Nadeau appuie cette proposition.

8d. Reddition– Campagne de valorisation

M. Jean-Philippe Brunet cède la parole à Mme Milla Mormul-Dubois.

Mme Milla Mormul-Dubois annonce la conclusion, le 31 octobre dernier, de la campagne de valorisation de l'industrie maritime québécoise *Le Fleuve nous unit !* (Année 1) et *Le Fleuve nous unit... commerçons avec le monde !* (Année 2), réalisée dans le cadre du programme MobilisActions du MTMD. Elle rappelle les objectifs et les éléments clés de la campagne, et souligne que, comparativement à la campagne précédente Tous dans le même bateau, qui avait cumulé près de 7 millions d'impressions totales sur une période de deux ans, la campagne Le Fleuve nous unit ! a généré plus de 21 millions d'impressions totales.

Elle mentionne également que le budget total prévu pour les deux ans de la campagne était de 463 190 \$, et que les dépenses réelles se sont élevées à 462 741,75 \$, incluant une contribution du milieu de 15 738,34 \$ pour la réalisation de la boîte aux élus. Ainsi, la campagne s'est conclue en deçà du budget prévu.

Elle rappelle que la campagne visait à mettre en valeur les avantages économiques, environnementaux et sociaux du transport maritime de marchandises au Québec, tout en soulignant son rôle clé dans la transition vers une économie plus verte et résiliente.

La campagne s'est déployée sur deux phases distinctes, ciblant des groupes spécifiques :

- Année 1 : Jeunes femmes (18-34 ans) et citoyens des régions éloignées du fleuve Saint-Laurent;
- Année 2 : Milieu des affaires, grands centres économiques et portuaires (Montréal, Québec) ainsi que les régions industrielles.

En ce qui concerne l'impact de la campagne, les résultats ont été remarquables.

- La précédente campagne « Tous dans le même bateau » a généré 6 960 638 d'impressions sur 2 ans;
- La campagne actuelle a généré un total de 21 206 755 impressions, démontrant un engagement accru du public.

Les messages ont été adaptés à chaque groupe cible, avec des objectifs de sensibilisation et de mobilisation clairement définis :

- Année 1 :
 - Comprendre le rôle de l'industrie maritime dans la vie quotidienne.
 - Reconnaître l'impact économique du secteur sur les régions.
 - Valoriser la contribution de l'industrie à l'avenir du Québec.
 - Démystifier les idées reçues sur le transport maritime.
- Année 2 :
 - Croître notre économie en choisissant la voie la plus écologique et compétitive.
 - Ouvrir de nouveaux marchés internationaux grâce à l'industrie maritime.
 - Opter pour le mode de transport le plus écoresponsable en choisissant le maritime.

- Préserver notre fleuve et utiliser le transport maritime comme levier pour un Québec plus fort et connecté.

Pour soutenir ces messages, plusieurs actions ont été menées tout au long de la campagne, favorisant la sensibilisation et la mobilisation des différents publics :

- Campagnes numériques ciblées.
- Cahiers spéciaux sur l'industrie maritime québécoise.
- Organisation de fêtes maritimes pour la sensibilisation locale.
- Création d'une vidéo de sensibilisation sur les bénéfices du transport maritime.
- Présence de la Sodes dans des événements de rayonnement, Promotion de la mobilité durable maritime
- Soutien à l'équipe de canot à glace.
- Boîte aux élus pour favoriser les discussions politiques et renforcer l'adhésion au projet.

M. Éric Sauvé propose une résolution du conseil d'administration approuvant le rapport final de la campagne. M. Jean-Philippe Brunet appuie cette proposition.

9. Mise à jour des dossiers

Un document de mise à jour a été transmis aux administrateurs en même temps que l'ensemble des documents.

M. Jean-Philippe Brunet invite les membres du CA à transmettre leurs commentaires ou questions directement auprès de la permanence.

10. Varia

Aucun varia identifié.

11. Prochaine réunion

La prochaine réunion du conseil d'administration aura lieu le 5 février 2026 à Québec.

Il serait également possible de participer à la rencontre via Teams.

12. Huis clos du conseil d'administration

Les administrateurs se réunissent en huis clos.

Fin de la réunion.

RÉUNION DES ADMINISTRATEURS DE LA SODES TENUE LE 11 DÉCEMBRE 2025 EN MODE HYBRIDE

RÉSOLUTIONS

Administrateurs/trices présent(e)s :

Aubry-Morin, Jean	Administration de pilotage des Grands Lacs
Bélanger, Philippe	G3 Canada Limited
Bertin, Marc-Yves	Administration de pilotage des Laurentides
Bérubé, Cédric	Société du port ferroviaire de Baie-Comeau
Blais, Marie-Claude	Administration portuaire de Trois-Rivières
Brunet, Jean-Philippe	Groupe Océan
Caron, Guy	Ville de Rimouski
Chouinard, Alexandra	Administration portuaire de Sept-Îles
Couture-Trudel, Claudine	QSL
D'Amboise, David	Administration portuaire de Montréal
Dubreuil, Guillaume	Groupe CSL
Lanouette, Vincent	Corporation des pilotes du Bas-Saint-Laurent
Nadeau, Charles-André	Aluminerie Alouette
Raby, Pascal	Administration portuaire de Québec
Sauvé, Éric	Corporation des pilotes du Saint-Laurent Central
Trépanier, Nicole	Fednav

Personnes présentes avec la permission des administrateurs :

Beauchemin, Sophie	Ministère des Transports et de la Mobilité durable
Bernard, Manou	Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie maritime
Coté, Frédéric	Concept Naval
Daoust, Marie-France	Sodes
Mormul-Dubois, Milla	Sodes
St-Pierre, Mathieu	Sodes
W. Audet, Catherine	Davie

Personnes absentes :

Athanasiou, Jim	Corporation de Gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent
Caron, Nathalie	Société des traversiers du Québec
Cyr, Denis	Fonds de Solidarité FTQ
Desbiens, Sylvain	Groupe Somavrac
Fратиanni, Michael	Société Terminaux Montréal Gateway
Frederic Saadoun	PwC
Grégoire, Jean	Langlois
Laberge, Carl	Administration portuaire du Saguenay
LaBrie, Michael	ArcelorMittal
Morency, Stéphane	MSC
Otis, Karine	Corporation de gestion du port de Baie-Comeau
Reyburn, Katia	Logistec services maritimes inc.
Reynolds, Darren	Canadien National
Richard, Christian	Desgagnés
Vallières-Roland, Catherine	Communauté métropolitaine de Québec
Viau, Isabelle	Société du port de Valleyfield

Nomination observatrice

Il est **RÉSOLU** de nommer Mme Catherine W. Audet de Davie en tant qu'observatrice en remplacement de M. Marcel Poulin.

Code d'éthique des administrateurs

Il est **RÉSOLU** d'adopter le Code d'éthique des administrateurs.

Politique de gestion des ressources humaines

Il est RÉSOLU d'adopter la Politique de gestion des ressources humaines.

Plan de continuité des affaires

Il est RÉSOLU d'adopter le Plan de continuité des affaires.

Conditions d'emploi 2026

Il est RÉSOLU d'adopter les Conditions d'emploi 2026.

Grille de cotisation 2026

Il est RÉSOLU d'adopter l'augmentation des cotisations de 2,5% pour 2026.

Budget 2026

Il est RÉSOLU d'adopter le Budget 2026.

Projet d'échange et de partage de données – Dépôt demande financière aux gouvernements

Il est RÉSOLU de déposer une demande d'aide financière aux gouvernements du Québec et du Canada.

Reddition– Campagne de valorisation

Il est RÉSOLU que le rapport final de la campagne soit approuvé.